



**AMÉRIQUE
DU SUD**



D 2066 • AmS2
1-15 avril 1996

MOTS-CLEFS

Armée
Droits de l'homme
Militaires
Sécurité nationale
Terrorisme d'État

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69002 Lyon - France • Tél. 72 77 00 26 - Fax 72 40 96 70

LE CONDOR RESTE A L'AFFÛT

Les services de renseignements militaires du Cône Sud maintiennent en vigueur une coordination connue sous le nom d'Opération Condor. Leur but fut la lutte contre la "subversion communiste". L'Opération Condor, née en 1975 à Santiago du Chili, fut une initiative du chef de la DINA (service secret du Chili), le général Manuel Contreras - actuellement en prison pour sa participation dans l'assassinat d'un ancien ministre du gouvernement Allende, Orlando Letelier.

En février 1993, la presse paraguayenne annonçait la découverte d'archives policières sur les actions conjointes de ce réseau régional des services secrets militaires (voir DIAL D 1767 et 1781). Le Condor continue toujours d'agir, notamment en "protégeant" les agents impliqués dans le terrorisme transnational.

Article de Samuel Bixen, paru dans Noticias Aliadas, 8 février 1996 (hebdomadaire péruvien).

L'identification de la dépouille d'un ex-agent de renseignement chilien en Uruguay a remis sur le tapis la question de la coordination entre les forces armées du Cône Sud à l'insu de leurs gouvernements.

Un cadavre trouvé en avril 1995 sur les côtes de l'est uruguayen a été identifié comme étant celui de Eugenio Berríos, ex-agent de la police secrète du régime d'Augusto Pinochet disparu en novembre 1992.

Le biochimiste Berríos disparut une première fois au Chili quand, au milieu de l'année 1991, le juge Adolfo Bañados réclama sa comparution en qualité de témoin dans le procès relatif à l'assassinat de l'ex-ministre des Affaires étrangères Orlando Letelier à Washington en 1976.

Berríos était un agent civil qualifié de la Direction nationale d'information (DINA). Il travaillait directement sous les ordres du colonel Manuel Contreras et du Nord-américain

Michael Townley, auteur direct des assassinats de Letelier et du général Prats, ce dernier survenu à Buenos Aires en 1974.

Étant donné le caractère instable de Berríos, les responsables chiliens des renseignements estimèrent qu'il constituait un danger pour la préservation des secrets militaires, en particulier ceux impliquant de hauts responsables dans les violations des droits de l'homme, y compris le général Pinochet lui-même.

Une opération occulte de "protection" fut mise en place avec la participation des services de renseignements argentins et uruguayens. A l'aide de faux documents établis au nom de Tulio Orellana, Berríos fut évacué du Chili en octobre 1991 par le commandant Herrera Jiménez (actuellement condamné pour l'assassinat d'opposants) et, après un bref séjour à Buenos Aires, il fut confié au chef des Opérations de renseignements de l'ar-

mée uruguayenne, le lieutenant-colonel de l'époque, Tomas Casella.

Sous la stricte surveillance de militaires uruguayens et chiliens - qui voyageaient périodiquement sous une fausse identité - Berríos a été "protégé" pendant une année entière.

Le 15 novembre 1992, Berríos réussit à échapper à ses gardiens et se présenta dans un commissariat. Il dénonça sa séquestration et confia qu'il craignait pour sa vie : "Pinochet a ordonné de me tuer", déclara-t-il à un commissaire et à un médecin d'une polyclinique. Sa fugue rendit nécessaire un déploiement militaire afin de le "recueillir" et obligea à effacer toutes les pistes ; on tenta aussi de détruire le livre d'enregistrement des plaintes du commissariat.

Berríos disparut définitivement. Mais le récent épisode ne fut connu qu'en juin 1993 à la suite de dénonciations anonymes d'origine policière. La révélation de l'opération occulte pro-

voqua la crise constitutionnelle la plus profonde que connut le gouvernement du président de l'époque, Luis Alberto Lacalle¹. Malgré les démissions de ministres et les relèves de généraux, l'opposition politique n'a pas eu la capacité - ni la volonté - d'enquêter sur l'existence de la coordination régionale clandestine des appareils de renseignements.

Les pouvoirs militaires avertirent qu'ils ne toléreraient aucune ingérence civile et le gouvernement empêcha le déroulement de l'enquête parlementaire en confirmant la version puérule des militaires impliqués pour laquelle il s'agissait simplement d'une collaboration entre amis.

Cependant, il restait à savoir quel avait été le destin de Berríos. Le président Lacalle déclara qu'il s'agissait "d'une affaire chilienne". Le lieutenant-colonel Casella dit avoir reçu un appel téléphonique de l'ex-agent depuis Porto Alegre, et le ministre des Affaires étrangères Sergio Abreu authentifia la photocopie d'une photographie montrant Berríos avec un exemplaire d'un journal italien.

La crise politique surmontée, le cas Berríos ne revint au premier plan de l'information qu'au moment où le Parlement accorda la promotion au grade de colonel du lieutenant-colonel Casella, sur lequel se concentraient les responsabilités directes.

Avec une semaine de décalage par rapport à la mise en détention à Buenos Aires de Enrique Arancibia Clavel, autre ex-agent de la DINA impliqué dans l'assassinat du général Carlos

Prats², l'affaire Berríos mit à nouveau en échec le système politique. En effet, au début de la dernière semaine de janvier, la presse rendit publique l'information selon laquelle le cadavre trouvé il y a presque un an dans les dunes d'une station balnéaire de la côte correspondait à celui du biochimiste disparu.

Le rapport des médecins légistes chargés de l'enquête déchaîna une nouvelle crise. Dans un premier temps, la réapparition du cas Berríos favorisa la position du président Julio Maria Sanguinetti³ qui affrontait l'offensive d'une loge militaire, les "Tenientes de Artigas", laquelle se charge de soumettre à examen, à travers des communiqués et des déclarations, les nouvelles promotions militaires et les relèves dans les hauts commandements des forces armées. Tous les officiers impliqués dans l'affaire Berríos appartiennent à cette loge.

Mais le gouvernement ne tarda pas à prendre des précautions afin de manipuler les fils de cette affaire qui, une fois de plus, met en évidence la question de la surveillance de la coordination militaire, un obstacle hérité du passé qui suppose l'acceptation de l'existence d'une structure parallèle non contrôlée par les gouvernements civils.

En 1993, à l'occasion de l'enquête

2. Enrique Arancibia Clavel a été arrêté le 20 janvier 1996 à Buenos Aires, accusé d'être l'auteur présumé de l'attentat perpétré le 30 septembre 1974 dans la capitale argentine contre l'ex-commandant en chef de l'armée, le général Carlos Prats et sa femme Sofía. Le 22 janvier, le président Menem lui-même annonçait son arrestation. Arancibia Clavel était aussi membre du groupe d'officiers chargé de l'Opération Condor (NdT).

3. Chef de l'État et du gouvernement d'Uruguay à partir du 27 novembre 1994.

parlementaire sur l'incident Berríos, 12 des 16 généraux de l'armée formulèrent des avertissements explicites.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement essaye de gagner du temps : il a implicitement mis en doute la véracité du rapport des médecins légistes et, dans l'attente d'autres études se basant sur l'analyse génétique d'ADN dont l'utilité est contestée par les médecins, il refuse de connaître officiellement l'identification.

Mais il a été impossible d'empêcher d'autres répercussions, notamment le torrent d'informations anonymes des diverses fractions de l'armée. Celle-ci ont révélé des aspects ignorés jusqu'alors, en particulier les noms d'autres officiers uruguayens et chiliens impliqués dans la disparition et l'identification des auteurs présumés de l'homicide. Simultanément, les dérives de la détention de Enrique Arancibia à Buenos Aires ont apporté de nouveaux éléments sur l'ampleur de l'Opération Condor, le système de coordination répressive créé sous l'impulsion du général Manuel Contreras, ancien chef de la DINA chilienne.

Des preuves confirment le fait que le Condor opère aujourd'hui, essentiellement en faveur d'agents de renseignements impliqués dans les plus importants cas de violations des droits de l'homme pendant les dictatures qui ont jeté les bases du terrorisme d'État transnational.

La découverte du cadavre de Berríos démontre que la nouvelle phase du Condor fait appel, comme dans le passé, à l'assassinat.

Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL

1. Chef de l'État et du gouvernement de l'Uruguay du 1 mars 1990 au 26 novembre 1994 (NdT).



Directeur de la publication : Alain Durand

Imprimerie des Monts du Lyonnais - Commission paritaire de presse : 56249

DIAL • 38, rue du Doyen - 69005 LYON • Tél. 72 77 00 26 • Fax 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 395 F • Europe 440 F • Avion Amérique latine 500 F • USA-Canada-Afrique 490 F • Prix d'un dossier : 6 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. (1) 43 37 87 14 - Fax (1) 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176, rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. (1) 44 18 60 50
Fax (1) 45 55 28 13.